

Détenus sahraouis: Front Line Defenders dénonce la répression marocaine

Publié Le : Samedi, 10 Juillet 2021 19:00 Lu : 4 fois

Imprimer | Envoyer | Partagez

DUBLIN (Irlande) - L'organisation internationale Front Line Defenders a prévenu que le prisonnier politique sahraoui, Yahya Mohamed El-Hafed, défenseur des droits humains, a été transféré par les autorités d'occupation marocaines le 3 juillet de la prison de Bouzairkarn à un lieu encore inconnu", soutenant que "la famille du détenu est extrêmement inquiète pour sa santé et estime qu'il a été transféré dans une autre prison éloignée en guise de représailles".

"Le 5 mars 2021, la famille du défenseur des droits humains Yahya Mohamed El-Hafed a été autorisée à lui rendre visite à la prison de Bouzairkarn pour la première fois depuis un an. La visite n'a duré que 15 minutes et les gardiens de prison étaient présents tout le temps", explique Front Line Defenders, rappelant que Yahya Mohamed, un défenseur des droits humains sahraoui, est détenu à l'isolement depuis près de 12 semaines et son état de santé s'est rapidement détérioré en raison des conditions inhumaines dans lesquelles il est détenu.

De même, Front Line Defenders note que "le 9 décembre 2020, le défenseur des droits humains a appelé sa famille pour la première fois après avoir disparu pendant près de deux mois. Il a informé sa famille qu'il est détenu à la prison de Bouzairkarn, dans le sud du Maroc".

"Au 13 octobre 2020, on ne savait pas où se trouvait le défenseur des droits humains Yahya Mohamed el Hafed. Ni sa famille ni son avocat n'ont pu localiser ou contacter le défenseur des droits humains emprisonné et ils sont profondément préoccupés par son état de santé ", dénonce l'organisation.

Début juillet, la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits de l'Homme, Mary Lawlor, a déclaré que le régime marocain doit cesser de cibler les défenseurs des droits de l'Homme et les journalistes qui défendent les questions de droits humains au Sahara occidental occupé, et leur permettre de travailler sans représailles.

Lire aussi: [L'occupation marocaine poursuit le siège imposé au domicile de la militante sahraouie Sultana Khaya](#)

"J'exhorte le gouvernement marocain à cesser de cibler les défenseurs des droits de l'Homme et les journalistes pour leur travail, et à créer un environnement dans lequel ils peuvent effectuer ce travail sans crainte de représailles", a-t-elle déclaré.

Mme. Lawlor a cité, entre autres, les cas des défenseurs des droits de l'Homme Naâma Asfari et Khatri Dadda, qui sont détenus respectivement depuis 2010 et 2019 et purgent des peines de 30 et 20 ans.

"Non seulement les défenseurs des droits de l'Homme travaillant sur des questions liées aux droits de l'Homme au Maroc et au Sahara occidental continuent d'être injustement emprisonnés et criminalisés pour leurs activités légitimes, mais ils sont également condamnés à des peines de prison disproportionnées et, pendant leur incarcération, ils sont soumis à des traitements cruels, inhumains et dégradants, ainsi qu'à la torture", a déclaré Lawlor.

L'experte onusienne s'est également prononcée contre "le ciblage systématique et incessant des défenseurs des droits de l'Homme en représailles à l'exercice de leurs droits à la liberté d'association et d'expression".

Réprimer les individus et les organisations qui travaillent pour les droits de l'homme – y compris ceux qui s'engagent avec l'ONU – "est profondément déplorable et nuit à la société dans son ensemble", a-t-elle déclaré.

L'appel de Lawlor est soutenu notamment par Clément Nyaletsossi Voule, Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, Morris Tidball-Binz, Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Melissa Upreti, présidente du Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles et Mme Dorothy Estrada-Tanck, Vice-Présidente du Groupe.